FALSIFICATIONS ETASUNIENNES AU SUJET DE L'ECLATEMENT DE LA GUERRE DE COREE

Won Myong Uk
Kim Hak Chol

Editions en Langues Etrangères
Pyongyang, Corée
92 du Juche (2003)

TABLE DES MATIÈRES

EN GUISE DE PREAMBULE..... 4

1. LES ETATS-UNIS ONT PROJETE DÈS AVANT LA GUERRE DE COREE DE REJETER SUR LA RPDC LA RESPONSABILITE DE SON ECLATEMENT 7

Choix de la «thèse de la guerre en deux étapes»: faire d'une pierre deux coups 7

Diffusion de rumeurs sur l'«expédition au Sud» et la «conquête du Sud»..... 9

Conflits dans les parages de la ligne du 38e parallèle, prélude de la guerre 10

Supercheries et camouflages à la veille de la guerre 11

Le projet de résolution de l'ONU élaboré avant la guerre 16

2. LA THÈSE DE L'«ATTAQUE SURPRISE DU NORD» FORGEE SIMULTANEMENT AU DECLENCHEMENT DE LA GUERRE, ET LE COMPLOT A L'ONU..... 18

La thèse de l'«attaque surprise du Nord» inventée par MacArthur et Syngman Rhee... 18

L'attaque armée des Etats-Unis camouflée sous la «résolution» de l'ONU 25

3. MACHINATIONS POUR DEFORMER LA VERITE PENDANT LA GUERRE 29

«Documents du Nord capturés», invention appelée à contrer les documents américains saisis à Séoul 29

La thèse de l'«invasion du Sud par des chars» et celle de la «prise de Séoul par une attaque surprise du Nord» 31

4. «REECLAIRCISSEMENT» APRES LE CESSEZ-LE-FEU DE L'ECLATEMENT DE LA GUERRE 34

L'«annulation de secrets» en vertu de la «loi sur la liberté d'information» 34

Les dessous de l'«appréciation commune des deux parties belligérantes» 36

5. TENTATIVE DE «RENVERSEMENT» DE L'HISTOIRE DU DECLENCHEMENT DE LA GUERRE DE COREE APRÈS LA GUERRE FROIDE 40

Conspiration avec le gouvernement Eltsine . 40

Tentative de «renversement» des militaristes japonais à l'instigation des Etats-Unis..... 44

Folle tentative de «renversement» de l'histoire dans le cadre de la politique étasunienne d'isolement et d'étouffement de la RPDC.... 46

CONCLUSION 50

EN GUISE DE PREAMBULE

Les Etats-Unis s'enfièvrent pour dénaturer jusqu'en 2003 l'histoire de la guerre de Corée à l'occasion du cinquantenaire (le 25 juin 2000) de son éclatement.

Leur dessein inavoué est de rejeter sur la RPDC (République Populaire Démocratique de Corée) la responsabilité de l'éclatement de la guerre.

Avant la guerre, ils ont prétendu que l'Armée populaire de Corée avait été organisée dans le but de «conquérir le Sud» et ont diffusé des rumeurs malveillantes, lui prêtant le projet de «marche sur le Sud» ou d'«invasion du Sud». Et lors de chaque conflit qu'ils ont provoqué dans les parages du 38e parallèle, ils se sont livrés à des falsifications accusant la RPDC, dont le nom est pourtant si plein de dignité. Et aujourd'hui, alors que des dizaines d'années se sont écoulées depuis l'éclatement des hostilités, ils profitent de toutes les occasions pour chercher à nuire au prestige de la RPDC, sans cesser de faire passer le faux pour vrai.

L'accord d'armistice de Corée conclu le 27 juillet 1953 stipule la convocation dans les trois mois d'une conférence politique bilatérale à un niveau plus élevé pour discuter des mesures à arrêter pour le retrait de toutes les troupes étrangères de Corée et une solution pacifique du problème coréen. Pourtant, les Etats-Unis, violant toujours grossièrement l'accord d'armistice, persistent dans leur refus de la proposition de la RPDC de remplacer cet armistice par un accord de paix, appelé à mettre fin de jure à la guerre. Refus qui s'explique d'abord par leur dessein d'attaquer de

nouveau le Nord et de transformer la Corée entière en colonie à leur profit. Ensuite, par l'impossibilité où ils seraient d'éluder leur responsabilité de provocateur de cette guerre.

Ils s'acharnent donc à rejeter cette responsabilité sur la RPDC afin d'occuper, dans la conclusion juridique de la guerre, une position avantageuse, celle du «vainqueur», selon la logique à l'américaine.

Les bases militaires établies après la Seconde Guerre mondiale par les Etats-Unis à travers le monde entier selon leur stratégie d'hégémonie mondiale sont démantelées successivement en raison de la lutte antiaméricaine pour l'indépendance.

Il en a été ainsi, dans la seconde moitié des années 1980, pour les bases américaines établies en Espagne, en Grèce, aux Philippines et au Panama.

Dans la péninsule coréenne, la lutte pour l'évacuation des troupes américaines s'est poursuivie sans répit, mais les Etats-Unis ont comploté et complotent encore d'y demeurer afin d'attaquer le Nord et d'endiguer le Japon, la Chine et la Russie. Historiquement parlant, les Etats-Unis ont prétexté, avant la guerre, le plan de «conquête du Sud» par l'Armée populaire de Corée pour ajourner le retrait de leurs troupes, et, après la guerre, ils ont invoqué la nécessité de prévenir la «communisation du Sud» par le Nord, pour justifier leur présence d'ailleurs «sollicitée» par la population sud-coréenne.

En 1975, la 30^{e}session de l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution demandant le retrait des troupes américaines de Corée du Sud; puis, au début des années 1990, la guerre froide a pris fin, et en décembre 1991, l'«accord sur la réconciliation, la non-agression et la collaboration et les échanges entre le Nord et le Sud» a été conclu; enfin, le 15 juin 2000 a été adoptée la «Déclaration commune Nord-Sud».

Ce sont autant d'actes juridiques qui ont privé les troupes étasuniennes de tout argument pour rester en Corée du Sud. Pourtant, les Etats-Unis n'en font pas moins flèche de tout bois pour perpétuer leur occupation de cette partie de la Corée, en invoquant notamment le «problème nucléaire», le «problème des missiles», etc.

Il est à noter à cet égard qu'ils prétendent craindre que la RPDC «n'attaque le Sud comme ce fut le cas le 25 juin 1950», flagrante falsification de l'histoire de la guerre de Corée.

D'ailleurs, les Etats-Unis trouvent la thèse de l'«agression contre le Sud» du 25 juin utile et persuasive pour justifier ce qu'ils font pour préparer et provoquer une seconde guerre en Corée conformément à leur politique coréenne.

Considérant qu'il est nécessaire, pour prévenir une nouvelle guerre et garantir la paix dans la péninsule coréenne, de mettre à nu les tentatives étasuniennes visant à dénaturer l'histoire de l'éclatement de la guerre de Corée, nous publions le présent livre.

1. LES ETATS-UNIS ONT PROJETE DÈS AVANT LA GUERRE DE COREE DE REJETER SUR LA RPDC LA RESPONSABILITE DE SON ECLATEMENT

A leurs yeux, la guerre qu'ils prévoyaient de fomenter en Corée devait non seulement atteindre ses objectifs, mais aussi paraître pertinente, sinon légitime, à l'opinion publique.

Ainsi, ils ont adopté un «procédé rationnel» pour déclencher les hostilités, ont préparé l'opinion à l'«agression contre le Sud», ont entrepris une supercherie sans précédent et ont élaboré en sous-main le projet de résolution à proposer à l'ONU, une fois la guerre déclenchée.

CHOIX DE LA «THÈSE DE LA GUERRE EN DEUX ETAPES»: FAIRE D'UNE PIERRE DEUX COUPS

Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont poursuivi une politique néocolonialiste perfide et ont promu la «thèse de la guerre en deux étapes» et la «thèse de la guerre par procuration» dans leur agression. Et ils ont fait de la Corée le premier champ d'essai de leur stratégie.

Ces thèses ont essentiellement pour but d'inciter des pays à leur remorque à déclencher la guerre, puis d'y intervenir eux-mêmes en qualité de «soutien», afin de cacher leur vrai visage de fomentateur de guerre et d'agresseur et d'accaparer tout le fruit du conflit, c'est-à-dire de faire d'une pierre deux coups.

Suivant cette doctrine, ils ont poussé la clique fantoche de Syngman Rhee à déclencher la guerre, puis ils y sont intervenus au nom de l'ONU.

Leur noir dessein a été révélé par Dulles, alors envoyé spécial de Truman, arrivé en Corée du Sud juste avant la guerre, le 17 juin 1950. Il a fait le tour des positions des troupes de l'armée fantoche sud-coréenne sur le 38e parallèle. Puis, à l'«ambassade» étasunienne établie dans l'hôtel Pando à Séoul, il a engagé un entretien à huis clos avec les maniaques sud-coréens de la «marche sur le Nord», dont Syngman Rhee et Sin Song Mo.

Après que le plan d'expédition fut arrêté, il leur a ordonné de lancer l'attaque contre la Corée du Nord, disant: «Si le Sud tient bon pendant deux semaines, les Etats-Unis profiteront de ce délai pour accuser le Nord à l'ONU d'avoir attaqué le Sud. Ainsi, l'ONU mobilisera des forces de l'air, de mer et de terre en son nom.» (*La Guerre sans vainqueur*, livre japonais, p. 29.) Telle est la nature de la «thèse de la guerre en deux étapes». Même dans la presse étasunienne, on lisait: «La stratégie des Etats-Unis consistait à s'engager dans la guerre quand leurs marionnettes auront été mises en déroute, escomptant froidement que cela leur fournirait le prétexte de l'agression. (*Histoire de la guerre de Corée*, livre étasunien, 1ère partie, éd. japonaise, p. 109.) En décembre 1950, lors d'un entretien avec des officiers d'état-major de l'armée iranienne, le colonel Eida, membre du corps des conseillers militaires américains en Iran, qui avait déjà servi à l'état-major du QG de MacArthur, a avoué: «Le plan des Etats-Unis était d'occuper la région coréenne au nord du 38e parallèle grâce à la participation directe de l'armée de Syngman Rhee et au soutien des forces terrestres et navales étasuniennes.» (*Crossroads*, journal indien, le 22 décembre 1950.)

Dès 1949, les Etats-Unis avaient élaboré un plan stratégique d'«expédition au Nord» qui prévoyait une offensive sur terre simultanément à des débarquements sur les

côtes est et ouest. Or, ce plan ne répondait pas au but de la «guerre en deux étapes».

Ainsi «le plan de débarquement sur les côtes est et ouest de la Corée a-t-il été abandonné avant les opérations du 25 juin (1950 – NDLR), remplacé par un autre qui mettait l'accent sur l'enfoncement de la ligne du 38e parallèle». (Ibid., le 22 décembre 1950.)

D'autre part, les Etats-Unis ont exalté l'hystérie belliqueuse de Syngman Rhee pour qu'il déclenche la guerre.

Les faits prouvent éloquemment le machiavélisme de la «thèse de la guerre en deux étapes», appelée à rejeter la responsabilité du conflit sur la RPDC.

DIFFUSION DE RUMEURS SUR L'«EXPEDITION AU SUD» ET LA «CONQUÊTE DU SUD»

Dès avant la guerre, les Etats-Unis se sont livrés, en vue de leur attaque, à une campagne de désinformation, parlant notamment d'«expédition au Sud» ou «conquête du Sud» de l'Armée populaire de Corée, dans le but manifeste d'imputer la provocation de la guerre à la RPDC. Aussi ont-ils profité de toutes les occasions pour insinuer à Syngman Rhee la «nécessité de faire croire au monde entier que le Sud a été attaqué le premier». (*The Korean War: An unanswered question*, livre étasunien, pp. 44-45.)

Les Etats-Unis et la clique fantoche de Syngman Rhee ont crié à la menace de «conquête du Sud» quand, en février 1948, l'APC était devenue une armée régulière et ont parlé d'«expédition au Sud» et de «progression de l'Armée populaire vers le Sud» pour tenter d'«ajourner le retrait» des troupes étasuniennes de Corée du Sud.

Ils ont intensifié la diffusion de ces rumeurs à mesure que le jour de la guerre approchait. Mais aucun indice de l'«invasion du

Sud» n'a été révélé par des matériaux patents: «Rien n'annonce une attaque imminente (de la part du Nord—NDLR) (*Trente années de stationnement des troupes américaines en Corée du Sud*, livre sud-coréen, p. 137.)—Dulles, en "visite en Corée du Sud", a inspecté le 17 juin la ligne du 38e parallèle, où il n'a trouvé aucune anomalie (Ibid., p.137)», etc. Mais pourtant, à l'approche du jour J, ils ont mis plus de ferveur à répandre dans la société sud-coréenne des rumeurs sur l'«expédition au Sud».

CONFLITS DANS LES PARAGES DE LA LIGNE DU 38e PARALLÈLE, PRELUDE DE LA GUERRE

Dès que les Etats-Unis ont tracé la ligne de démarcation le long du 38e parallèle, ils n'ont cessé de provoquer des conflits dans cette zone.

En effet, avant la guerre, on a dénombré plus de 5 150 provocations perpétrées par un total 84 000 hommes de l'armée fantoche de Syngman Rhee sous le commandement du groupe des conseillers militaires américains, sur cette ligne de démarcation.

Lors d'une réunion des chefs de division tenue en octobre 1949 dans la salle de réunion du QG de l'armée de terre sud-coréenne, Robert, chef du groupe des conseillers militaires américains, disait à ce sujet: «Evidemment, c'est sur mon ordre que de nombreuses attaques ont été et seront encore lancées contre la région au nord du 38e parallèle... Mais, dans bien des cas, les troupes sont allées à la charge à leur fantaisie et ont consommé d'énormes quantités de munitions sans obtenir un quelconque succès et, de surcroît, ont subi des dommages néfastes... Je tiens absolument à ce que l'attaque de l'armée de défense nationale contre la région au nord du 38e parallèle ne soit menée que sur ordre de la mission militaire américaine.» (*Les Etats-Unis ont perdu*, livre japonais, p. 14.)

Aussi les médias étrangers ont-ils qualifié ces conflits de «petite guerre».

Ces opérations servaient aux Etats-Unis et à la clique fantoche de Syngman Rhee d'essai d'une guerre intestine, d'exercices de collision avec l'ennemi, bons pour l'amélioration de la combativité et de moyen de s'emparer de hauteurs et de zones avantageuses pour l'application du plan d'«expédition au Nord» afin d'occuper de meilleurs points de départ.

En provoquant ces conflits, ils voulaient surtout les attribuer par une propagande intense à la «politique du Nord pour la réunification par communisation» afin de trouver un prétexte pour hâter leurs préparatifs de guerre dans tous les domaines et, après le déclenchement de la guerre, en rejeter la responsabilité sur la RPDC.

En effet, ils n'ont même pas hésité à monter des mascarades où des soldats de l'armée fantoche déguisés en soldats de l'«armée de Corée du Nord» tiraient des coups de feu dans les parages du 38^{e} parallèle pour simuler des «incursions des troupes de Corée du Nord».

Ce prélude de la guerre de Corée visait, entre autres, à en imputer l'éclatement à la RPDC.

SUPERCHERIES ET CAMOUFLAGES A LA VEILLE DE LA GUERRE

Pour assurer la soudaineté de leur attaque et se ménager un contexte favorable pour accuser la RPDC d'avoir déclenché la guerre, les Etats-Unis ont recouru à un ensemble de supercheries.

Dès le début de 1950 notamment, ils se sont livrés à une perfide campagne de désinformation sur la «ligne de défense des Etats-Unis en Extrême-Orient» dans le but de donner

l'impression qu'ils étaient peu intéressés à la péninsule coréenne.

Au début de janvier 1950, Conally, président de la commission des affaires extérieures du Sénat américain, a déclaré que la péninsule coréenne n'était pas la «première ligne de défense» des Etats-Unis. Puis, le 12 janvier, Acheson, secrétaire d'Etat américain, a fait, lors d'un dîner au *National Press Club*, à Washington, sa déclaration de politique gouvernementale, où il a fait remarquer: «La ligne de défense des Etats-Unis en Extrême-Orient part des îles Aléoutiennes et arrive aux îles Ryükyü, via Honshu, Japon. Nous disposons à Ryükyü d'importants ouvrages de défense que nous conserverons. De là, la ligne de défense s'étend aux Philippines... Il n'y a personne pour assurer la sécurité des pays situés au-delà de cette ligne ni pour prévenir les attaques armées contre ces pays.» (*Documents diplomatiques secrets de la Corée du Sud*, livre sud-coréen publié par *Séoul Sinmun,* 1964, pp. 210-211.)

Après cette déclaration, les médias des Etats-Unis ont fait du battage autour d'une Corée du Sud située «hors de la protection étasunienne».

Mais la conduite des Etats-Unis n'allait pas tarder à révéler leur propre supercherie. Il s'agit d'abord du plan stratégique «NSC–68» qui précisait les «actions spéciales» à accomplir en cas d'éclatement de la guerre en Corée, plan élaboré en janvier 1950 lors d'une réunion conjointe du département d'Etat et du comité des chefs d'état-major des Etats-Unis sur ordre de Truman, puis ratifié le 2 avril par le conseil de sécurité nationale. (*New York Times*, le 13 avril 1964.) Ensuite, l'«accord d'assistance et de défense mutuelles sud-coréo-américain» et l'«accord sur l'installation du groupe des conseillers militaires américains en Corée du Sud» ont été signés le 26 janvier 1950; au mois de février, Syngman Rhee a été convoqué à Tokyo pour convenir d'une attaque contre le

Nord avec MacArthur qui lui a promis davantage d'aide militaire.

Le 3 avril 1950, lors de son entretien (rendu public par le département d'Etat américain) avec Jang Myon, envoyé spécial de Syngman Rhee, Dean Rusk, assistant du secrétaire d'Etat américain chargé des affaires de l'Extrême-Orient, a dit: «Compte tenu de l'aide matérielle et du soutien politique considérables que les Etats-Unis ont apportés et apportent encore à la Corée du Sud, je trouve qu'il n'y a pas de fondement pour affirmer que les Etats-Unis aient abandonné la Corée du Sud à son ennemi.» (*Documents diplomatiques secrets de la Corée du Sud*, livre sud-coréen, 1964, p. 212.) C'est la preuve que la «ligne de défense des Etats-Unis en Extrême-Orient» n'était rien d'autre que le trompe-l'œil visant à camoufler leur dessein d'agression.

Les Etats-Unis et la clique fantoche de Syngman Rhee ont recouru également à la tactique du «mutisme étrange».

Dès le début de 1950, ils s'étaient livrés à une campagne d'envergure en faveur d'une «expédition au Nord», en brandissant le spectre d'une éventuelle «crise de mai à juin». Il en était résulté qu'à l'intérieur et à l'extérieur l'opinion craignait une guerre en Corée. Ils en ont conclu qu'ils seraient mal vus en cas de déclenchement de la guerre. Ils ont choisi ainsi de se «taire». Il serait sage, se disaient les Américains, de rester cois et d'attendre le moment propice, car on pourrait alors, en provoquant le conflit, en rejeter la responsabilité sur le Nord et faire intervenir les troupes étasuniennes.

Le 10 mai, à l'instigation des Etats-Unis, les fantoches sud-coréens, dont Sin Song Mo, ont fait du bruit, lors d'une conférence de presse, d'un discours radiodiffusé, etc. autour d'une «expédition au Nord», parce que «le danger d'agression du Nord est imminent» (*New York Times*, le 11 mai 1950), et, brusquement, ils ont appliqué la censure sur ce sujet pendant plus de 40 jours après le 10 mai.

Le fait est relevé par le livre américain *Histoire de la guerre de Corée* (1ère partie, éd. japonaise) qui dit à la page 101: «Parmi les divers faits qui surviennent sur et sous la terre de ce pays, dit "pays du matin calme", il y en a un qui reflète un changement particulier de la situation. Dès que le ministre de la Défense eut exprimé le 10 mai sa crainte d'une attaque du Nord, les journaux, autres publications et les hommes politiques ont cessé complètement de commenter la situation.» Et un autre livre américain, *Histoire secrète de la guerre de Corée* (éd. japonaise), note à la page 56: «A partir du 11 mai 1950, le gouvernement sud-coréen s'est tu lui aussi, comme si c'était convenu, sur ce danger (danger d'une attaque du Nord–NDLR) et l'insuffisance de son équipement.»

Mais, contrairement à l'attente des Etats-Unis et de la clique fantoche de Syngman Rhee, leur stratagème a éveillé des soupçons à l'intérieur comme à l'extérieur.

Les journalistes de l'Occident, habitués à la campagne belliqueuse sud-coréenne en faveur d'une «marche sur le Nord», étaient surpris par le soudain «mutisme» qu'ils commentaient comme le «mutisme de Séoul» et le «calme» régnant en Corée du Sud en mai et en juin. Le livre japonais *la Guerre de Corée* (Hora Domio) dit, à la page 22: «Comment expliquer le mutisme du gouvernement sud-coréen depuis 40 jours quand il se trouve à un moment des plus dangereux? C'est étrange.»

A la veille de la guerre, le 24 juin 1950, les Etats-Unis et la clique fantoche de Syngman Rhee ont au reste organisé des déplacements de personnages haut placés sous le couvert de week-end, de voyage, de dîner, etc.: le président Truman, promoteur de la guerre de Corée, est allé passer son week-end dans son patelin à Missouri; Acheson, secrétaire d'Etat américain, est parti en voyage pour sa ferme, aux environs de Maryland; Dulles à Kyoto, Japon; Franc Payce, secrétaire à l'Armée, et Dean Rusk, assistant du secrétaire d'Etat chargé

des affaires de l'Extrême-Orient, à un dîner, à Georgetown; Robert, chef du groupe des conseillers militaires américains en Corée du Sud, s'en est retourné dans son pays; et Wright, chef d'état-major de ce groupe, est parti aussi en voyage.

Mais les Etats-Unis n'ont pas négligé de faire le nécessaire dans la perspective de la guerre: sur ordre spécial, MacArthur, commandant des forces américaines en Extrême-Orient, son chef d'état-major Armond et autres membres de son état-major se tenaient prêts à leurs postes. De même, Johnson, secrétaire d'Etat à la Défense, et Bradley, président du comité des chefs d'état-major, sont arrivés à Washington, le 24 juin, de retour des «pourparlers quadripartites de Tokyo»; 30 employés du département d'Etat ont reçu l'ordre de se présenter à leurs bureaux le 25 juin, bien que ce fût un dimanche.

Ces démarches contrastantes ont éveillé de profonds soupçons dans l'opinion. Le livre américain *The Korean War: An unanswered question* est révélateur à cet égard. A la page 14, on lit: «A la veille de la guerre, les deux hommes à même de modeler la réponse américaine, le président et le secrétaire d'Etat, demeuraient hors de la capitale. Ceux qui étaient au département d'Etat étaient des fonctionnaires moyens dont le travail n'était pas de faire de la politique, mais d'appliquer les ordres de leurs supérieurs absents. Les Etats-Unis déclarèrent plus tard qu'ils avaient été totalement surpris. Cependant, si l'on en juge par la rapidité des actions menées, cette affirmation était parfaitement dépourvue de sincérité.»

La clique fantoche de Syngman Rhee, de son côté, s'est conformée à la mise en scène de son maître: à 0 heure du 24 juin, elle a levé l'état d'alerte, en vigueur depuis le début du mois, a autorisé des sorties, organisé des dîners, etc. Puis, le soir du 24 juin, un banquet a été organisé pour l'inauguration du club des officiers construit dans l'enceinte du siège du QG de l'armée de terre, cérémonie dont on a ensuite dit mensongèrement que les commandants des troupes en

première ligne et les huiles du QG de l'armée de terre y avaient pris part.

Le livre japonais *la Guerre de Corée* (Hora Domio, p. 29) en donne l'explication: «Si la Corée du Sud s'est permis le loisir de lever l'état d'alerte, c'était pour préparer une attaque surprise.»

Selon la revue sud-coréenne *Sasanggye* (numéro de juin 1965), Ri Song Ga, chef de la 8e division d'infanterie fantoche stationnée sur le 38e parallèle, a confié: «J'étais chef d'une division en première ligne. Je ne sais pas ce qui s'est passé dans les unités stationnées à Séoul. Quant à nous, nous étions en état d'alerte. Il nous était interdit de sortir, et, dès l'aube du 25 juin, nous sommes montés en ligne.» Un autre officier de l'armée fantoche a témoigné: «Le 24 juin, bien que ce fût un samedi, la sortie était interdite aux officiers en première ligne auxquels on a enjoint d'attendre un ordre de combat. La nuit du 24 au 25, les unités de l'armée de terre ont reçu l'ordre secret d'enfoncer la ligne du 38e parallèle et d'entreprendre des opérations militaires contre le Nord.»

LE PROJET DE RESOLUTION DE L'ONU ELABORE AVANT LA GUERRE

Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis, voyant dans l'usurpation du nom de l'ONU un bon moyen pour la réalisation de leur hégémonie mondiale, avaient installé en Corée du Sud la «commission provisoire de l'ONU pour la Corée» pour pratiquer de plus belle leur politique colonialiste. Tirant profit de cette expérience, ils ont élaboré un plan qui prévoyait leur intervention et celle des forces de leurs pays satellites au nom de cette organisation dans la guerre prévue. D'autre part, ils ont projeté de «lancer une attaque contre la Corée du Nord simultanément à une contre-propagande

appelée à faire croire à une agression de sa part». (*Les Etats-Unis ont perdu*, livre japonais, p. 16), puis de saisir l'ONU du conflit afin de l'imputer au Nord.

Dans cette optique, le bureau d'examen de la sécurité politique du département d'Etat américain a préparé un projet de résolution de l'ONU, portant plainte contre la «Corée du Nord, agresseur».

Le fait a percé le 5 juin 1951, près d'un an après l'éclatement de la guerre, lors d'une audition technique de la commission d'attribution du Sénat étasunien (Senate Appropriation Committee) sur le budget du département d'Etat. Répondant à une question du député Pagason, John D. Hickerson, assistant du secrétaire d'Etat chargé des affaires de l'ONU, a dit: «Nous avons défini les grandes lignes du projet de résolution qui tenaient compte des exemples d'agression d'autrefois. En pareil cas, il faut d'abord demander à la partie adverse de cesser l'agression et de regagner ses positions. Il est vrai que nous avons tracé les grandes lignes, mais de façon fort schématique.» (*Histoire secrète de la guerre de Corée*, livre américain, éd. japonaise, pp. 66-69.) «Au commencement de son témoignage, l'assistant du secrétaire d'Etat a soutenu éperdument que l'attaque s'était perpétrée "sans avertissement". Mais, à la fin, il a avoué qu'ils avaient été avertis, puis avaient examiné les mesures à prendre et esquissé les grandes lignes d'un projet de résolution à proposer à l'ONU.» (Ibid., p. 68.) Cette révélation a intrigué la presse: «Comme le département d'Etat a tenu à cacher ces préparatifs qu'il eût vantés d'ordinaire comme une expression de sa prévoyance, on en vient à se demander si certains faits ne restent pas dissimulés.» (Ibid., pp. 68-69.)

Le plan a été exécuté à la lettre: le Nord a été attaqué et le projet de résolution truffé de nouvelles falsifications a été proposé à l'ONU, révélateur d'un sale complot.

2. LA THÈSE DE L'«ATTAQUE SURPRISE DU NORD» FORGEE SIMULTANEMENT AU DECLENCHEMENT DE LA GUERRE, ET LE COMPLOT A L'ONU

Aussitôt le conflit provoqué, les Etats-Unis ont cyniquement inventé à l'ONU la thèse de l'«attaque surprise du Nord», puis sont intervenus manu militari dans la guerre au nom de l'ONU.

LA THÈSE DE L'«ATTAQUE SURPRISE DU NORD» INVENTEE PAR MACARTHUR ET SYNGMAN RHEE

Les Etats-Unis se sont hâtés de recourir à tous les moyens perfides pour présenter la guerre qu'ils venaient de provoquer comme un «événement tout à fait imprévu», comme une «attaque surprise du Nord».

C'est un fait évident que l'armée fantoche de Syngman Rhee a déclenché la guerre de Corée, à l'aube du 25 juin 1950, suivant le plan étasunien.

Pourtant, les Etats-Unis ont tenté de voiler la vérité. Ils se sont servis à cet effet du «premier rapport» de Muccio, ambassadeur des Etats-Unis en Corée du Sud, parvenu au département d'Etat américain, six heures après l'éclatement de la guerre, rapport rédigé d'après les renseignements de la clique de Syngman Rhee. Le télégramme disait: «Selon les rapports de l'armée sud-coréenne, partiellement confirmés par les membres sur le

terrain du groupe des conseillers militaires américains en Corée du Sud, les forces nord-coréennes ont envahi le territoire de la République de Corée en plusieurs points ce matin… J'ai discuté ce matin de cette information avec les membres du groupe des conseillers militaires américains et les autorités sud-coréennes. Il semblerait, selon la nature de l'attaque et la façon dont elle a été lancée, qu'il s'agisse d'une offensive générale contre la Corée du Sud.» (*Histoire de la guerre de Corée*, livre américain, 1ère partie, éd. japonaise, p. 125.)

Les expressions ambiguës du rapport témoignent de son manque d'objectivité et d'équité.

«Le rapport de Muccio révèle un certain nombre de points qui méritent l'attention. Premièrement, il était basé sur des rapports indirects et "partiellement confirmés". Par conséquent, Muccio prenait ses précautions dans son évaluation de la situation à la frontière. Deuxièmement, la source du rapport provenait de fonctionnaires du ministère de la Défense qui l'avaient transmise à nouveau aux membres sur le terrain du groupe des conseillers militaires américains. Comme les fonctionnaires américains l'avaient fréquemment observé, la crédibilité des fonctionnaires sud-coréens était souvent sujette à caution. Troisièmement, les conseillers militaires américains sur le terrain étaient peu nombreux et, de ce fait, se trouvaient obligés de se fier aux officiers de l'armée sud-coréenne pour savoir ce qui se passait sur le front; il est donc douteux qu'ils aient pu vérifier leurs rapports de façon indépendante. Quatrièmement, le rapport initial de Muccio était ensuite contredit quand il écrivit: "Les forces nord-coréennes ont envahi le territoire de la Corée du Sud en plusieurs points…" et ajouta: "Il semblerait, d'après la nature de l'attaque et la façon dont elle a été lancée, qu'il s'agisse d'une offensive générale contre la Corée du Sud."

Cinquièmement, après avoir dit de façon définitive que les Nord-Coréens avaient "envahi la Corée du Sud…", il semble revenir sur sa version lorsqu'il ajoute qu'il entendait enquêter encore sur les rapports. En résumé, le câble de Muccio était un essai de rapport. Cependant, à Washington, le câble de Muccio fut considéré comme un rapport définitif.» (*The Korean War: An unanswered question*, livre américain, pp. 13-14.)

Si les Etats-Unis ont considéré le rapport de Muccio comme définitif, sans avoir vérifié les matériaux «non–confirmés», c'était pour inventer l'«invasion du Sud par le Nord».

Le télégramme de Muccio a été modifié par trente fonctionnaires du département d'Etat américain sous la direction d'Acheson, ce en tenant compte du «projet de résolution de l'ONU» déjà au point. Ils ont retranché le devant et le derrière du texte et y ont ajouté en revanche la phrase: «L'armée de la Corée du Nord a attaqué la Corée du Sud, aujourd'hui à l'aube, en plusieurs points.» Le texte est passé à Gross, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. A son tour, celui-ci l'a remis ainsi que le «projet de résolution» à Trygve Lie, secrétaire général de l'ONU, en exigeant la convocation d'une réunion du Conseil de sécurité.

Ainsi à deux heures de la nuit, le Conseil de sécurité s'est réuni sous la contrainte des Etats-Unis. A l'issue de la séance, a été adopté le «projet de résolution» déclarant que l'«attaque armée de la Corée du Nord contre la Corée du Sud» était une «atteinte à la paix».

Truman, acclamant l'adoption de ce projet à l'ONU, a envoyé à Acheson, meneur du complot, un «message de félicitations»:

«Monsieur Acheson,

«Pour parler de ce qui s'est passé du 24 au 25 juin, vous avez proposé samedi, la nuit, la convocation immédiate de la

réunion du Conseil de sécurité de l'ONU et m'en avez informé. C'était un acte étroitement lié à un ensemble de problèmes importants qui se sont posés ultérieurement. Si vous n'aviez pas agi aussi promptement, les Etats-Unis seraient obligés de participer seuls à la guerre de Corée. A en juger par les divers succès obtenus par la suite, vous êtes indubitablement un grand secrétaire d'Etat et un diplomate remarquable. Je vous écris pour vous récompenser de vos mérites. Harry Truman.» (*La Guerre de Corée vue par un Chinois*, livre sud-coréen, p. 24.)

Truman est allé plus loin et a offert un grand banquet le soir même à la Maison Blanche en l'honneur d'Acheson.

Ladite «résolution», adoptée en l'absence d'un représentant de la RPDC et de ceux de l'URSS et de la Chine, en violation de la Charte de l'ONU, s'est attiré la critique de l'opinion mondiale.

La thèse de l'«attaque surprise du Nord» s'est révélée fausse aussi lorsque MacArthur, fauteur de la guerre d'agression, décontenancé par la diffusion de la nouvelle de l'attaque contre le Nord, avait convoqué une «réunion d'urgence».

En dépit de la propagande des Etats-Unis et de la clique fantoche de Syngman Rhee pour faire croire à l'«invasion du Sud par le Nord», la vérité a percé, notamment, au Japon.

Le livre américain *Histoire de la guerre de Corée* (éd. japonaise) relate à la page 114 (de la 1ère partie): «Le QG de MacArthur, à Tokyo, a-t-il vraiment subi une attaque surprise? John Gunther, grand voyageur et journaliste, alors en visite au Japon, projetait, le dimanche 25 juin, d'aller à Nikko avec sa femme, le général Whitney et deux anciens officiers du QG. Le départ était prévu à 8 h du matin. Mais, Whitney, le plus proche conseiller de MacArthur, convoqué par celui-ci, n'a pu tenir sa promesse. Les autres sont partis pour Nikko. Là, l'un des deux officiers, d'après Gunther, est allé recevoir un appel

imprévu au téléphone, et, de retour, il a chuchoté à l'oreille de l'autre: "Le mensonge a enfin émergé. La Corée du Sud a attaqué la Corée du Nord".»

La nouvelle de l'opération lancée par le Sud a atteint le QG de MacArthur et s'est répandue à Tokyo et dans d'autres villes. Alors, «après le coup de téléphone de Syngman Rhee à MacArthur (lui rapportant le déclenchement de la guerre et lui demandant de l'aide – NDLR), une grande agitation s'est produite au QG des forces alliées» et «les collaborateurs supérieurs de MacArthur ont été convoqués à une réunion d'urgence». (*The Korean War: An unanswered question*, livre américain, p. 46.)

Un critique américain a démenti la thèse de l'«attaque surprise du Nord» inventée par Syngman Rhee, Muccio, Acheson, Truman, MacArthur, etc. «Le renseignement du 25 juin 1950 sur l'attaque du Nord contre le Sud est l'œuvre de Syngman Rhee et de MacArthur.» (*Histoire contemporaine d'Amérique*, livre américain, éd. japonaise, p. 153.)

D'autres faits encore viennent faire la lumière sur la vérité.

Il s'agit d'abord des préparatifs secrets d'évacuation des familles des militaires américains en Corée du Sud.

«L'évacuation a été projetée dès avant la guerre» (*Histoire de la guerre de Corée*, livre étasunien, 1ère partie, éd. japonaise, p. 118.), comme l'a confirmé Whitney, chef d'état-major du QG des forces américaines en Extrême-Orient. En effet, ce QG prévoyait d'évacuer, le cas échéant, les Américains de Corée du Sud, notamment les familles des officiers, dans le cadre de la provocation de la guerre. Le plan d'évacuation, mis en chiffre et appelé «opération *Coruler*», était prêt. (*La Guerre de Corée,* livre japonais, 1er volume, *Bungei Shunzu*, 1981.)

La 8e armée et les QG des forces aériennes et navales américaines en Extrême-Orient devaient intervenir dans l'opération.

Le *New York Times* du 26 juin 1950 a cité: «… Il est à noter d'abord que l'attaque en Corée n'était pas tout à fait imprévue. Quand, un jour d'été d'une chaleur caniculaire, la guerre a éclaté en Corée, des journalistes se sont rassemblés dans le grand hall du siège du département de la Défense, dit Pentagone. Un certain officier d'ordonnance a alors signalé pour infirmer l'attaque surprise que tout était prêt pour embarquer les familles des officiers américains et autres en Corée du Sud.» (*Histoire secrète de la guerre de Corée*, livre étasunien, éd. japonaise, p. 17.)

Ensuite, divers faits témoignaient de l'ébruitement, dès avant le conflit, du secret d'un plan de guerre en Corée.

Le livre japonais *la Guerre de Corée* (Hora Domio, pp. 24-25) dit: «Les capitalistes chinois résidant aux Etats-Unis semblaient connaître presque exactement la date du commencement de la guerre.» Il cite pour preuves deux points. Le premier, c'est ce qu'affirme P. M. Switz, responsable du *Monthly Review*, dans le «Préambule de l'éditeur» de l'*Histoire secrète de la guerre de Corée*: «A la veille de la guerre de Corée, un minimum de 51 Chinois nationalistes résidant aux Etats-Unis et ailleurs ont fait au marché étasunien l'acquisition de grandes quantités de soja qui leur rapporteraient aussitôt un bénéfice de plus de 30 000 000 de dollars, ce qui fait supposer qu'ils avaient été avertis du plan de Syngman Rhee qu'ils avaient voulu exploiter pour réaliser des profits financiers. L'autre point: le *China Lobby*, dans une édition spéciale, a publié un article qui dit: «Des Chinois ont acheté, deux ou trois semaines avant l'éclatement de la guerre de Corée, 6 886 000 bushels de soja, 2, 34 dollars le bushel, à la foire de Chicago… Après l'attaque de la Corée du Sud, le prix du soya s'est élevé à 34,5 dollars.»

Au reste, ce livre cite le passage suivant du livre *le Récit de la Corée*, ouvrage commun de Goldwell, employé à l'époque à l'ambassade des Etats-Unis à Séoul, et de Frost: «Ce n'est

qu'à une heure avancée de la nuit du jour de l'éclatement de la guerre que nous avons appris que le gouvernement britannique recommandait depuis trois semaines aux Anglais de quitter les lieux. Les six personnes que comptait l'ambassade de la Grande-Bretagne savaient maintenant que la guerre allait éclater.»

Par ailleurs, le livre étasunien *Histoire contemporaine d'Amérique* (éd. japonaise, p. 153.) mentionne qu'International Nickel de Dulles qui occupait 85 % de la production du monde capitaliste a augmenté de 25 % le prix du nickel deux mois avant le 25 juin 1950, et que les exportations de caoutchouc des Etats-Unis ont atteint pendant le deuxième trimestre de 1950 un record depuis la Seconde Guerre mondiale, grâce à l'augmentation de 50% du prix aux Etats-Unis de mars à mai, chose qu'il rapporte au danger évident que faisait courir à l'offre la guerre en Extrême-Orient. «International Nickel de Dulles et les spéculateurs de soya n'étaient pas les seuls à être prévenus de la guerre», ajoute-t-il.

Le livre japonais *la Guerre de Corée* (Shinjinbutsu Oraisha, 1973, pp. 22-23) note que le 16^{e} régiment de la 24^{e} division d'infanterie américaine stationnée au Japon a effectué à partir du 20 juin 1950 des exercices de débarquement en règle à bord de navires de transport de chars (LST) et que les soldats des troupes d'occupation étasuniennes au Japon avaient des comportements suspects, tels que l'achat de dictionnaires coréens, faisant pressentir aux Japonais l'approche d'une guerre. De plus, la revue mensuelle japonaise *l'Etude de la Corée* de juin 1966 a fait remarquer qu'au milieu de juin 1950 tous les peintres de la ville, à Kokura, Kyüshü, où se trouvait la base de la 24^{e} division d'infanterie américaine, avaient été amenés à passer la nuit à repeindre l'inscription «US Army» des jeeps américaines.

L'ATTAQUE ARMEE DES ETATS-UNIS CAMOUFLEE SOUS LA «RESOLUTION» DE L'ONU

Aussitôt la guerre provoquée par le truchement de la clique fantoche de Syngman Rhee, les Etats-Unis y sont intervenus, puis ont tenté de se camoufler sous une «résolution» de l'ONU.

Juste après la séance du Conseil de sécurité de l'ONU, tenue à 2 h (l'heure des Etats-Unis) du 25 juin 1950, qui a métamorphosé l'«attaque contre le Nord» en «attaque contre le Sud», Truman pensa à faire intervenir les troupes américaines dans la guerre de Corée. Le jour même, à 19 h 40 (l'heure des Etats-Unis) passé, il convoqua à Blair House le secrétaire d'Etat, le sous-secrétaire d'Etat, les secrétaires à l'Armée, à la Marine et à l'Air, le président du comité des chefs d'état-major, les chefs d'état-major de l'armée et de l'air, et le chef du service des opérations de la marine, et ils conférèrent jusqu'à 23 h.

«Tous ont reconnu qu'il est impérieux de tout mettre en œuvre pour faire face à l'agression», déclara Truman, qui décréta sur-le-champ une aide en munitions et le départ des forces navales et aériennes. (*La Guerre de Corée*, livre japonais, Hora Domio, p. 69.)

Il ordonna aussi au comité des chefs d'état-major d'élaborer un plan prévoyant l'intervention de forces étasuniennes et à la 7e flotte de «patrouiller» des Philippines au détroit de Taiwan, sous le commandement de MacArthur. Puis, à 22 h 17 du 26, il donna à MacArthur l'ordre confidentiel de faire intervenir les forces navales et aériennes étasuniennes dans les combats en Corée. (*La Rentrée du Japon*, livre japonais, pp. 48-49.)

Préalablement, MacArthur avait ordonné lui-même à ses avions de bombarder tous les points du Nord, au-delà du 38e parallèle. Ordre exécuté aussitôt. L'Américain Perenbahach a écrit: «Ce jour-là, (le 25 juin 1950 selon l'heure des Etats-Unis), les 68e et 339e escadres de chasseurs et la 25e escadre de chasseurs-bombardiers de la 5e armée de l'air américaine ont effectué 163 vols depuis le Japon… Les Etats-Unis avaient déjà commencé la guerre.» (*La Guerre de Corée*, p. 76.)

Toutefois, Truman a justifié les actions militaires étasuniennes contre la RPDC en alléguant la «résolution de l'ONU» du 25 juin. Or, le journal étasunien *Minneapolis Times* du 23 juillet 1950 mentionne: «Truman, pour se justifier de ses actes, a invoqué la résolution de l'ONU du 25 juin favorable à un cessez-le-feu et a dit: "Le Conseil de sécurité a prié tous les pays membres d'apporter toute l'aide possible en vertu de cette résolution . Dans ce contexte, j'ai ordonné aux forces navales et aériennes des Etats-Unis d'apporter aide et soutien aux forces gouvernementales sud-coréennes."» Le livre étasunien *Qui a déclenché la guerre*? (éd. japonaise, pp. 76-77.) réfute: «D'après le Livre Blanc du département d'Etat américain, le président aurait, dans l'après-midi du 27 juin, "ordonné aux forces aériennes et navales des Etats-Unis d'apporter du soutien aux forces gouvernementales sud-coréennes", en vertu de la résolution du Conseil de sécurité du 25 juin, ce qui est contraire aux faits. Comme on le sait, la résolution du Conseil de sécurité du 25 ne faisait qu'exiger l'arrêt des combats, et c'est la réunion du 27 qui a décidé d'accorder une aide à la Corée du Sud.»

En vue de voiler l'attaque armée étasunienne avec l'aide de l'ONU, Truman, faisant fi de la proposition de la «commission de l'ONU pour la Corée» invitant les «deux parties à accepter la méditation», a fait convoquer par la contrainte à 15 h du 27 juin une séance du Conseil de sécurité de l'ONU qui a adopté illégalement une «résolution»

recommandant aux «pays membres de l'ONU d'offrir à la république de Corée l'aide nécessaire pour repousser l'attaque armée et rétablir la paix et la sécurité internationales dans cette région».

Le *New York Times* du 26 août 1950 a évoqué l'avis de Malik, représentant de l'URSS à l'ONU:

«Le gouvernement américain a entrepris l'attaque armée contre le peuple coréen avant même l'adoption de la résolution illégale de l'ONU. C'est M. Austin lui-même, représentant des Etats-Unis, qui en a apporté la confirmation. Il a déclaré au Conseil de sécurité du 10 août que le président des Etats-Unis avait ordonné le 27 juin à midi aux forces navales et aériennes des Etats-Unis d'aider le gouvernement sud-coréen. Il a imposé l'adoption de cette résolution au Conseil de sécurité réuni pour dissimuler l'agression injuste des Etats-Unis, séance convoquée à 15 h du 27 juin. D'ailleurs, les procès-verbaux l'attestent. Par conséquent, le gouvernement étasunien avait commencé l'attaque en Corée de façon illégale et arbitraire, quelques heures avant la réunion du Conseil de sécurité, faisant ainsi de l'agression contre la Corée un fait accompli pour l'ONU et le monde entier. C'est un fait historique incontestable.

«L'unique conclusion logique qui en découle est que le gouvernement des Etats-Unis a perpétré l'acte d'agression, ensuite il a tenté de le camoufler sous le couvert d'une action de l'ONU.» (*Histoire de la guerre de Corée*, livre étasunien, éd. japonaise, 1ère partie, p. 203.)

Comme les Etats-Unis usurpaient le nom de l'ONU dans leurs agissements scélérats, la revue mensuelle française *l'Esprit*, dans son numéro d'août 1950, les a critiqués: «…Avec une rapidité suspecte, les Etats-Unis ont produit, en se servant de l'ONU, une résolution trop liée à leurs intérêts égoïstes.» Même les médias étasuniens, émettant un jugement équitable sur les Etats-Unis, ont affirmé qu'ils sont intervenus

dans la guerre de Corée sous l'habit de l'ONU et que MacArthur, muni d'une procuration à blanc de l'ONU, n'a fait que remplir son rôle de commandant des forces étasuniennes.

3. MACHINATIONS POUR DEFORMER LA VERITE PENDANT LA GUERRE

Pendant la guerre, l'Armée populaire de Corée a pu mettre la main, à Séoul libérée, sur les documents secrets américains crédibles, qui faisaient la lumière sur la vérité. Les Etats-Unis furent réduits à quia jusqu'en 1951, lorsqu'ils revinrent à la charge pour prouver l'«invasion du Sud», avec les «documents du Nord capturés», inventés en mai 1951 par Ridgeway, remplaçant de MacArthur, commandant des forces de l'ONU. Ensuite, ce sont d'autres sophismes qu'ils avancèrent, tels que l'«invasion du Sud par des chars» et la «prise de Séoul par une attaque surprise du Nord».

«DOCUMENTS DU NORD CAPTURES», INVENTION APPELEE A CONTRER LES DOCUMENTS AMERICAINS SAISIS A SEOUL

Les piles de rapports, lettres et autres documents, saisis par l'Armée populaire de Corée à Séoul au cours de sa contre-attaque de juin 1950, notamment le plan américano-sud-coréen d'«expédition punitive au Nord» et le projet de plan d'espionnage (A) pour 1950 élaboré par la 3^{e} section de la direction des renseignements de l'armée de terre sud-coréenne sont autant d'actes d'accusation qui mettent au pilori les Etats-Unis, provocateur de la guerre.

Comme il leur fallait des «contre-mesures», les Etats-Unis et la clique fantoche de Syngman Rhee s'avisèrent de forger des «documents du Nord capturés». Ainsi, le 2 mai 1951,

Austin, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, présenta-t-il à Trygve Lie, secrétaire général de l'ONU, un «rapport spécial» comprenant l'«ordre de reconnaissance N° 1» et l'«ordre de combat N° 1 de Corée du Nord» qui furent rendus publics.

Les comploteurs prétendaient: «Les documents en question sont l'"ordre de reconnaissance N° 1" rédigé en russe, donné le 18 juin 1950 au chef d'état-major de la 4e division de l'Armée populaire de Corée et l' "ordre de combat N° 1" en coréen donné, le 22 juin, par le commandant de cette division. Le premier a été découvert le 4 octobre 1950 à Séoul, et le second a été trouvé en juillet probablement sur le champ de bataille.» (*Sindong-a*, revue sud-coréenne, juillet 1990, p. 448.) D'après les Etats-Unis, ces documents attesteraient l'«attaque lancée le 25 juin 1950 par la Corée du Nord contre la Corée du Sud».

L'Armée populaire de Corée a exigé d'eux qu'ils en montrent les originaux. Or, ils n'ont jamais pu le faire, se cantonnant dans de piteuses explications, ni à l'ONU ni dans la salle de négociations à Phanmunjom, malgré le temps de plusieurs dizaines d'années qui se sont écoulées depuis. Ils ont fini par reconnaître leur échec.

Bruce Cumings, historien étasunien, a avoué: «Les originaux n'ont pas été découverts. J'ai entendu dire par deux documentalistes que plusieurs organismes du gouvernement des Etats-Unis les avaient cherchés plusieurs années durant, mais en vain… Les deux plus importants documents concernant la guerre de Corée, à peine dégagés du sceau du secret grâce à une autorisation d'un haut niveau, restent perdus.

«… En 1965, quand la Corée du Nord a qualifié ces documents de falsifications, les autorités américaines à Phanmunjom en ont fait une communication hâtive au chef du service de l'histoire militaire qui ne les a pas trouvés. Il avait interrogé le général Willoughby sur ces documents. "Le traitement des documents ennemis est un travail presque quotidien", s'est contenté de dire celui-ci.» (Une revue sud-

coréenne, p. 448.) Et de continuer: «Il est impossible d'en récupérer les originaux. Sur la photocopie du document rédigé en russe, on ne voit aucun tampon officiel, ni aucune signature, ni aucun scellé personnel. Et tout y est écrit en caractères cursifs de style identique. Il est donc certain que c'est une copie de l'original. De toute façon, le document ne peut, vu son aspect extérieur, être authentifié. L'emploi du russe est étrange. Peu d'officiers de l'Armée populaire savaient (la plupart des généraux avaient combattu en Chine et parlaient chinois) lire et s'exprimer en russe, et les nombreux documents de l'Armée populaire capturés que j'ai vus étaient écrits tous en coréen… Si le monde était au courant de ce qu'en a fait la Corée du Sud, ce document perdrait beaucoup de sa force persuasive.» (Ibid., p. 449.)

LA THÈSE DE L'«INVASION DU SUD PAR DES CHARS» ET CELLE DE LA «PRISE DE SEOUL PAR UNE ATTAQUE SURPRISE DU NORD»

Les Etats-Unis alléguèrent qu'au cours de la guerre il s'est avéré que l'Armée populaire de Corée «avait attaqué en premier».

Dans cette optique, ils inventèrent la thèse de l'«invasion du Sud par des chars» et celle de la «prise de Séoul par une attaque surprise du Nord». «Personne, disaient-ils, ne croirait qu'une armée sans chars (l'armée sud-coréenne – NDLR), alors en déroute, aurait pu attaquer plus de 200 chars de fabrication soviétique.» (*Jugan Hanguk*, revue sud-coréenne, juillet 1990.)

Selon leur raisonnement, la RPDC aurait commencé la guerre parce qu'elle disposait de chars, tandis que la Corée du Sud n'en avait pas .

La clique fantoche de Syngman Rhee s'était évertuée à équiper son armée de chars. D'après les mémoires de Jong Il Gwon, chef d'état-major de l'armée de terre de Corée du Sud pendant la guerre, Syngman Rhee avait sollicité en octobre 1949 l'oncle Sam de lui fournir des chars, parce que le Nord en possédait déjà. Mais la requête fut repoussée, car «les chars ne donneraient aucun rendement, vu le mauvais état des routes et des ponts en Corée». Et toutefois, les Etats-Unis prétendent: «Nous avons refusé de livrer des chars à Syngman Rhee de crainte qu'il n'attaque le Nord et ne déclenche la guerre—Le Nord a lancé une attaque surprise derrière des chars.» Autant d'élucubrations visant à faire endosser à la RPDC la responsabilité de l'éclatement de la guerre.

D'autre part, ils soutiennent que l'Armée populaire a pu prendre Séoul trois jours après le commencement des hostilités parce qu'elle «avait profité du relâchement de l'armée de défense nationale» à l'aube d'un dimanche pour «lancer une attaque surprise». Rien d'autre qu'un camouflage appelé à masquer leur vrai visage de fauteur de guerre.

La chute si rapide de Séoul était imputable à la sous-estimation de la combativité et des préparatifs de l'Armée populaire, et non à d'autres choses.

Dans les «documents secrets de la diplomatie» intitulés «Affaires militaires» de l'ouvrage *Relations diplomatiques des Etats-Unis* (1950, tome 7) rendu public en février 1977 par le département d'Etat américain, on dit: «Nous avons considéré la Corée du Nord seulement dans ses rapports avec l'URSS et la Chine, mais nous n'avons pas apprécié à leur juste valeur son mode de pensée indépendant et son potentiel économique et militaire.» Par ailleurs, Ridgeway , commandant de la 8^{e} armée américaine pendant la guerre de Corée, a avoué: «Si nous avons dû payer cher, à notre grand regret, c'est, je pense, que nous avons mal jugé la haute combativité de l'Armée populaire de Corée du Nord. Dès le début des hostilités, nous

avons dû presque tous les jours réévaluer les effectifs nécessaires et les accroître. A n'en pas douter, nous méconnaissions la combativité de l'adversaire.» (*La Guerre de Corée*, livre américain, p. 35.)

La thèse de la «prise de Séoul par une attaque surprise» peut-elle dès lors tenir debout?

4. «REECLAIRCISSEMENT» APRÈS LE CESSEZ-LE-FEU DE L'ECLATEMENT DE LA GUERRE

Après la guerre, les Etats-Unis, sans cesser de se servir des procédés rebattus de la période de la guerre, se sont attelés à de nouvelles manœuvres pour déformer l'histoire de la guerre: il s'agit d'un «rééclaircissement» à la faveur de l'annulation de secrets en vertu de la «loi sur la liberté d'information», et il s'agit également d'une «approche commune des deux parties belligérantes», profitant de la politique d'ouverture de l'Europe de l'Est «communiste».

L'«ANNULATION DE SECRETS» EN VERTU DE LA «LOI SUR LA LIBERTE D'INFORMATION»

Aux termes de la «loi sur la liberté d'information», le département d'Etat américain serait tenu d'«annuler les secrets», à savoir d'«enlever» automatiquement le «sceau du secret» après 25 ans de conservation des documents confidentiels concernant les relations extérieures. A la fin des années 1970, il a donc rendu publics les matériaux concernant le lendemain de l'événement du 15 août 1945 et les années de la guerre de Corée, parce que ce délai avait expiré.

Or, les Etats-Unis et la Corée du Sud ont déclaré que la révélation des renseignements ultra-secrets sur l'éclatement de la guerre de Corée permettrait d'en «rééclaircir» la vérité et, par conséquent, de faire concrètement la lumière sur l'«invasion du Sud».

Selon les Etats-Unis, parmi les documents descellés figuraient «Documents diplomatiques du département d'Etat», «Rapport de la CIA», «Documents capturés par l'armée américaine» (documents capturés par les GIs pendant la guerre de Corée – NDLR), «Rapport G-2», etc., le tout prenant sa source dans les «documents du Nord» saisis pendant la guerre en plus de 700 endroits, dont Séoul, Taejon, Hapchon, Waegwan, Kosong, Andong, Pyongyang, Hamhung et Wonsan. Ces documents capturés auraient été rassemblés dans l'unité 8236 du service de traduction et d'interprétation près le siège du QG des forces américaines en Extrême-Orient à Tokyo où ils ont été jugés secrets avant d'être acheminés, en novembre 1951, à la section des archives militaires des Archives fédérales des Etats-Unis, à Alexandria, Etat de Virginia. Avec la dissolution de cette section en 1951, les «documents-trophés» avaient été transférés à la section des archives générales du bureau national des archives du département des affaires générales du gouvernement fédéral et réexaminés en 1977. Certains, considérés comme ultra-secrets, avaient été gardés toujours dans l'intérêt de la «sécurité» et de la «stratégie d'Etat», et les seuls documents jugés utiles à une propagande tendancieuse avaient été rendus publics. Ces documents, totalisant 1 610 000 pages, seraient actuellement conservés au bureau national des documents, à Washington, et des chercheurs désignés seraient seuls autorisés à les consulter, ce en partie. Parmi eux, on trouve documents officiels d'Etat, rapports, plans de conférence pour les intéressés, curriculum vitæ de cadres, cartes militaires reflétant des plans opérationnels, photos, journaux, revues, matériaux polycopiés, etc.

Les Etats-Unis prétendirent que la révélation de ces matériaux permettrait de combler les lacunes dans l'étude de l'histoire de la guerre de Corée, et ils firent établir une rubrique consacrée au «rééclaircissement» dans d'importants

journaux sud-coréens, notamment *Jungang Ilbo* et *Dong-a Ilbo*. De plus, ils firent appel au concours de différentes universités américaines, dont université de Washington et université de Columbia pour une «étude intensive». On vit alors paraître à l'université de Columbia un premier rapport intitulé «La politique de la Corée libérée», qui ne put cependant démontrer le bien-fondé de la thèse de l'«invasion du Sud». Et jusqu'à ce jour, rien n'a été trouvé qui puisse servir leur «thèse». D'ailleurs, s'ils disposaient d'un quelconque document de nature à «inculper le Nord», ils n'auraient pas manqué de le rendre public il y a déjà plusieurs dizaines d'années, indifféremment à la «loi sur la liberté d'information».

En fin de compte, ils n'ont fait que révéler leur dessein chimérique.

LES DESSOUS DE L'«APPRECIATION COMMUNE DES DEUX PARTIES BELLIGERANTES»

Au début de la seconde moitié des années 1980, comme l'Union soviétique et les pays socialistes d'Europe de l'Est entreprenaient la «réforme» et l'«ouverture» vers l'extérieur, les Etats-Unis crurent le moment venu de se servir dans leur complot des révisionnistes dégénérés en chiens courants des impérialistes ainsi que de certains Coréens résidant en Union soviétique, traîtres à la patrie. Ils avancèrent alors l'«appréciation commune des deux parties belligérantes».

A leurs yeux, si, jusque-là, il était impossible de déterminer le vrai promoteur de la guerre de Corée, chacune des deux parties belligérantes cherchant à tourner à son avantage l'examen de la question du moment que cette guerre restait non conclue de jure, c'était maintenant tout à fait possible grâce à leur «appréciation commune», car les

documents relatifs à cette guerre dont disposait l'URSS pouvaient être révélés.

Ils criaient sur les toits: «L'URSS, s'embarquant dans la réforme, appellera les choses par leur nom et révélera les renseignements concernant la guerre de Corée qui attesteront la fausseté de la thèse de l' "attaque contre le Nord"— Jusque-là, les matériaux et les affirmations unilatéraux de l'Occident sur la guerre de Corée ont été peu persuasifs, mais, grâce à la politique d'ouverture du camp communiste, on peut s'attendre sous peu à un amendement considérable de l'appréciation commune des deux parties belligérantes.» (*Dong-a Ilbo*, journal sud-coréen, le 24 juin 1990.)

Quant à la Corée du Sud, elle a soudoyé des chercheurs de l'ex-URSS et les a invités à venir présenter de «nouveaux matériaux» lors de symposiums et de colloques. De plus, elle a mis à leur disposition de «nouveaux renseignements» de son invention pour qu'ils les rendent publics. C'est le cas, par exemple, pour Volkogonov, chef de l'institut de l'histoire militaire près le ministère de la Défense de l'ex-URSS. En 1987, un professeur sud-coréen circonvenu par les autorités aborda ce Russe participant au «colloque sur la science militaire de Finlande». A l'instigation des Etats-Unis et de la Corée du Sud, celui-ci a écrit «Livre blanc sur la guerre de Corée» où il tente de prouver l'«invasion du Sud». Selon lui, Staline, en vue de l'«expansion du communisme», aurait pratiqué une politique de «marche sur l'Ouest» en Europe, d'une part, et, d'autre part, à chercher, en Asie, à soutenir la révolution chinoise et à faire «progresser vers le Sud» le communisme dans la péninsule coréenne, d'où l'éclatement de la guerre de Corée. Pourtant, Volkogonov n'apporte aucune preuve claire à cet égard, se contentant de suppositions gratuites du genre: «Lors du long séjour en URSS d'une délégation gouvernementale de la RPDC venue en visite officielle en février 1950, elle a eu plusieurs entretiens avec

Staline, dont on a conservé le documentaire… Il a été question alors d'une guerre en Corée.» L'assertion de Volkogonov, peu convaincante, s'attira, dès le début, critiques et railleries de l'opinion publique et surtout des chercheurs. L'URSS s'était refusé, en combattant contre le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, à avancer jusqu'à l'extrémité sud de la Corée, bien que c'eût été aisé. Prétendre qu'elle avait voulu réaliser l'expansion du «communisme en Corée» n'est qu'une absurdité. Comme tout le monde le sait, vers 1950, l'URSS, rechignant à affronter les Etats-Unis, s'est préoccupée principalement de ses affaires intérieures, évitant de se laisser entraîner dans leurs manœuvres belliqueuses et hésitant même à venir en aide à la RPDC pendant la guerre.

Par ailleurs, les Etats-Unis et la Corée du Sud ont engagé dans leur complot des Coréens, cadres d'un certain niveau de la RPDC pendant la guerre, qui s'étaient exilés en URSS dans l'après-guerre. Parmi eux, Ri Sang Jo, un expatrié qu'ils ont acheté et posé à Séoul comme un témoin de l'éclatement de la guerre de Corée. Prenant la parole lors d'une conférence de presse, il s'est étendu longuement sur la participation dans la guerre des Volontaires du peuple chinois. Des journalistes lui ont demandé de relater, faits à l'appui, le déclenchement de la guerre. Or, il ne savait presque rien à ce sujet, ne s'étant pas occupé des opérations militaires, bien qu'il eût été chef d'état-major général adjoint de l'Armée populaire. Sa réponse fut décevante pour la Corée du Sud qui, loin d'avoir eu gain de cause, a perdu sa face, accusée par l'opinion publique de faire appel à un vieux radoteur pour la propagande anticommuniste

Un autre cas fut celui de Kang Sang Ho, vice-ministre de l'Intérieur de la RPDC pendant la guerre de Corée et de 18 autres Coréens résidant en URSS. A l'aéroport de Kimpho, comme les agents sud-coréens le lui avaient enjoint, il a crié à haute voix: «Je suis venu ici pour témoigner du fait historique de l'attaque du 25 juin contre le Sud!» Le groupe fut conduit à

Séoul où on essaya de leur tirer les vers du nez, mais en vain. Le journal *Séoul Sinmun* du 19 juin 1990 constata: «On a réservé à Séoul un bon accueil et de l'hospitalité à ces Coréens d'URSS qui avaient assumé jadis de hautes fonctions en Corée du Nord comme fonctionnaires d'Etat, hommes de science, généraux, etc., et on leur a demandé de témoigner en public de l'histoire secrète de la guerre du 25 juin, mais aucun renseignement de valeur n'a pu être tiré d'eux.» Le plan d'«appréciation commune» alla à vau-l'eau, sans l'ombre d'un doute.

5. TENTATIVE DE «RENVERSEMENT» DE L'HISTOIRE DU DECLENCHEMENT DE LA GUERRE DE COREE APRÈS LA GUERRE FROIDE

La guerre froide ayant pris fin, les Etats-Unis s'avisèrent de renverser l'histoire de l'éclatement de la guerre de Corée, parce que la situation internationale était «favorable».

C'était une nouvelle tentative pour falsifier les faits dans leur intérêt, notamment pour imputer le déclenchement de la guerre à la RPDC qu'ils voulaient accuser de «crime de guerre», isoler et étouffer.

Les Etats-Unis et la Corée du Sud se sont démenés éperdument à cette fin, faisant tremper dans leur complot monstre jusqu'à des personnages importants, y compris un «président», des «pays alliés» comme le Japon militariste, des «pays satellites» et l'ex-URSS. Et, dans cette optique, ils ont renforcé leurs tentatives d'isolement et d'étouffement à l'égard de la RPDC.

CONSPIRATION AVEC LE GOUVERNEMENT ELTSINE

Selon les Etats-Unis et la Corée du Sud, l'histoire de la guerre de Corée n'avait pas été écrite équitablement du fait de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, et elle devait être révisée. A cet effet, ils ont pensé à faire appel à la collaboration de la Russie que la guerre de Corée avait concernée à beaucoup d'égards.

Dans la première moitié des années 1990, à l'instigation des Etats-Unis, la Corée du Sud proposa une somme d'argent à la Russie contre les renseignements secrets sur la guerre. Comme le gouvernement Eltsine s'y montra favorable, le président, des diplomates, des agents de l'Agence de la planification de la sécurité et des historiens de la Corée du Sud se mirent à l'œuvre.

En novembre 1992, le «président» Kim Yong Sam invita Eltsine en Corée du Sud pour négocier l'échange des documents en question contre une partie du «crédit économique». Eltsine s'engagea au parlement sud-coréen à livrer les «documents du 25 juin». Ainsi, Kim Yong Sam, en visite à Moscou en juin 1994, put mettre la main sur 216 documents totalisant 545 pages, parmi lesquels des documents diplomatiques, dont «télégrammes» échangés entre les ministères des Affaires étrangères de la RPDC et de l'URSS avant et pendant la guerre, et «procès-verbaux d'entrevues», et des documents internes comme procès-verbaux de réunions du CC du Parti communiste de l'URSS. Il fit grand bruit de ces acquis qui «pourront établir le fait historique de l'attaque surprise du Nord, cause de l'événement du 25 juin».

Puis il fit lancer une campagne de propagande tendancieuse mobilisant des journaux, dont *Séoul Sinmun*, *Jung-ang Ilbo* et *Dong-a Ilbo*, qui prétendaient: «La Russie a enfin commencé à ouvrir la bouche— La vérité de la polémique sur l'origine de la guerre de Corée émergera bientôt au grand jour— La thèse de l'invasion du Nord se révélera fausse, et l'invasion du Sud sera établie.»

Néanmoins, malgré leur ferveur à profiter des documents cédés par Eltsine, les autorités sud-coréennes n'y trouvèrent rien qui puisse militer pour leur cause. Il leur parut alors bon de se répandre en nouvelles hypothèses gratuites et falsifications arbitraires du genre: «L'échange de tant de documents diplomatiques entre la Corée du Nord et l'URSS

témoigne en soi des préparatifs de cette guerre–Il n'y a pas de mention directe, mais l'examen de tels ou tels documents suggère que c'est l'attaque contre le Sud qui a provoqué la guerre.»

L'enregistrement sur vidéocassette *les Secrets du CC du parti: la guerre de Corée*, exécuté et transmis par Ostankino, société nationale de télévision de Russie, en mai 1994 en est un exemple. Prétendument inspiré des documents conservés aux Archives du Kremlin, à Moscou, il déforme de façon absurde l'histoire de l'éclatement de la guerre de Corée qu'il tente de présenter comme le résultat de l'attaque du Nord contre le Sud.

Les falsifications dont est farci le film du début à la fin, y compris le titre, suscitèrent dès sa parution la suspicion et la critique des historiens et de l'opinion publique. L'auteur Volkogonov se justifia, prétendant avoir puisé dans des documents des archives secrètes, auxquels il avait eu accès à lui seul. Cela mit de l'huile sur le feu. Dénikine, docteur russe en histoire, et de nombreux autres historiens mirent en doute son argument et s'interrogèrent sur l'authenticité des renseignements utilisés.

Dans son article publié dans la *Pravda* du 31 mai 1994, il qualifia de «malhonnête» son «emploi exclusif» de «documents confidentiels». Vanine, chef de la section de la Corée à l'Institut de l'orientalisme de l'Académie des sciences de Russie, exprima ses doutes au sujet du privilège qu'aurait eu Volkogonov. Dans le fait de définir «la Corée du Nord comme un groupe de criminels de guerre» au moyen de citations et interprétations arbitraires et avant même d'avoir fait un examen scientifique rigoureux après un débat public des spécialistes, il voyait une agitation haineuse plutôt qu'une attitude de chercheur. (*Hangyore 21*, revue sud-coréenne, supplément.)

De ce fait, la Corée du Sud fut l'objet des reproches et des critiques des fonctionnaires du ministère des AE et des historiens russes. En octobre 1994, à Moscou, eut lieu un «symposium international» sous les auspices communs de l'«institut de la diplomatie et de la sécurité» sud-coréen et de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales de Russie. Panov, vice-ministre russe des AE, Tchitarenko, directeur de l'institut des affaires de l'Extrême-Orient, et autres participants réfutèrent la thèse sud-coréenne de l'«attaque du Nord contre le Sud» et reprochèrent à la Corée du Sud d'«avoir causé de l'embarras diplomatique à la Russie en publiant les documents concernant l'événement du 25 juin».

Dans son rapport de base, Panov nia cette thèse, en déclarant: «Avant le commencement de la guerre du 25 juin, de fréquents conflits armés, petits et grands, ont opposé le Nord et le Sud. A franchement parler, il est difficile de conclure à une attaque du Nord contre le Sud.» Si les diplomates et les chercheurs russes avaient mis en cause la révélation desdits documents, c'est qu'ils avaient exigé de la Corée du Sud qu'elle en prenne garde compte tenu des relations de la Russie avec la RPDC et la Chine. En juin 1993, Eltsine avait remis la liste de ces documents à Han Sung Ju, alors directeur de l'Agence de la planification de la sécurité de Corée du Sud, en visite à Moscou, le mettant en garde contre une révélation hâtive. Le journal sud-coréen *Séoul Sinmun* du 25 juin 1993 écrivait: «Le gouvernement se tait, à la "demande de la Russie", sur le contenu des "documents relatifs au 25 Juin" qu'il affirme seulement avoir reçus. Le ministre des AE a réagi aussi, avec beaucoup de précautions, disant qu' "il serait utile aux relations sud-coréo-russes de ne pas en révéler trop tôt la teneur". C'est pour cette même raison que Hang Sung Ju a emballé lui-même la liste des documents

reçue d'Eltsine et a fait un rapport à part à Kim Yong Sam à son retour.»

Le gouvernement Eltsine souhaitait la discrétion sur le contenu desdits documents, car il se sentait coupable d'avoir vendu des documents secrets concernant des tiers pays.

Nonobstant, la Corée du Sud non seulement a rendu publics ces documents, mais encore, n'y ayant pas trouvé les renseignements escomptés, se livra à des suppositions et à des exagérations, au grand désarroi d'Eltsine.

La tentative de «renversement» avec la complicité d'Eltsine avait échoué.

TENTATIVE DE «RENVERSEMENT» DES MILITARISTES JAPONAIS A L'INSTIGATION DES ETATS-UNIS

Pendant la guerre froide, les militaristes japonais se gardèrent d'exprimer officiellement leur opinion sur la guerre de Corée et appliquèrent une censure stricte sur les médias afin de prévenir la révélation de leur participation à cette guerre. Prudents, ils méconnaissaient apparemment les martyrs japonais de la guerre de Corée et se contentèrent de verser 5 000 dollars sous le sceau du secret à chacune de leurs familles, démunies de toute pension officielle. Et ils se bornaient à parler de l'utilité de la guerre de Corée, car leur participation risquait, selon le droit international, d'entraîner leur condamnation à des indemnités ou autres sanctions. La guerre froide finie, le Japon militariste a révélé sa vraie nature pour collaborer aux manœuvres étasuniennes de «renversement» de l'histoire de la guerre de Corée. Et voici une de ses inventions: «La guerre de Corée a éclaté lorsque la Corée du Nord avec son petit stratagème s'était laissé prendre au grand stratagème de MacArthur». Hagiwara, historien réactionnaire japonais,

écrivait notamment dans le magazine *Bungei Shunzu*: «A l'origine, la guerre de Corée a été conçue par MacArthur, commandant des forces américaines en Extrême-Orient, dans le cadre d'un plan stratégique mondial. Or, la Corée du Nord, brûlant de "prendre la Corée du Sud", s'est hâtée d'attaquer la Corée du Sud alors que MacArthur peinait à trouver un prétexte pour déclencher la guerre. Si bien que la Corée du Nord a dû en endosser la responsabilité.» Et d'ajouter: «La Corée du Nord a fait le jeu de MacArthur. Elle s'est laissée prendre au piège de MacArthur.»

Pour étayer son assertion, il a prétendu que la Corée du Nord «avait dû s'inspirer» de l'éviction du Guomindang de Jiang Jieshi (Tchang Kaïchek–NDLR) de Chine continentale par le Parti communiste, et promouvoir son «plan d'invasion du Sud» visant à libérer la Corée du Sud et à réunifier le pays, que MacArthur en séjour à Tokyo, «déjà mis au courant de ce plan par le service de renseignements de Willoughby, a simulé l'ignorance». (*Mall*, revue sud-coréenne, juin 1994.)

Le scénario de Hagiwara n'est qu'une variante de la thèse étasunienne de l'«invasion du Sud».

En fait, la RPDC n'ignorait pas les préparatifs de guerre des Etats-Unis, et, loin de rester les bras croisés, elle s'est prémunie contre la guerre tout en surveillant avec une haute vigilance leurs moindres faits et gestes. De ce fait, l'attaque surprise de l'armée fantoche de Syngman Rhee a pu être stoppée sur le coup, et l'Armée populaire de Corée passer à la contre-offensive. Si, malgré ce fait, les militaristes japonais ont trempé, après la guerre froide, dans la falsification de l'histoire de la guerre entreprise par les Etats-Unis, c'était pour dissimuler leur intervention dans cette guerre, concourir à l'isolement et à l'étouffement de la RPDC et créer une conjoncture favorable à leur réagression.

FOLLE TENTATIVE DE «RENVERSEMENT» DE L'HISTOIRE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE ETASUNIENNE D'ISOLEMENT ET D'ETOUFFEMENT DE LA RPDC

Au début des années 1990, après la guerre du Golfe, les Etats-Unis ont multiplié les efforts pour dénaturer l'histoire de la guerre de Corée en y combinant des pressions militaires. Ils ont inventé une «menace nucléaire» avec la complicité d'éléments malsains au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique, puis ont exercé des pressions sur la RPDC, lui exigeant la transparence. Comme ce pays leur a tenu front, ils ont parlé de «sanctions» militaires. Lors d'une émission de NBC TV, Perry, secrétaire d'Etat américain à la Défense, a lancé: «Attaquer la Corée du Nord est une option à envisager.» Quelle suffisance dans ces propos belliqueux! Les Etats-Unis ont guetté le moment propice pour déclencher une deuxième guerre en Corée après avoir mis au point un plan opérationnel qui prévoyait la mobilisation de 6 porte-avions, 34 escadres de chasse, 4 escadres de bombardiers et 11 unités terrestres fortes de 500 000 hommes.

La Corée du Sud, complice des Etats-Unis, s'est lancée dans une campagne de propagande frénétique, accusant le Nord de vouloir mettre au point des engins nucléaires pour imposer un désastre nucléaire à ses frères comme il avait «attaqué par surprise le Sud» en 1950 au moyen de chars de fabrication soviétique. Elle a imploré les Etats-Unis d'«attaquer les premiers le Nord» et, à leur instigation, a prétendu expédier elle-même des «commandos» pour faire sauter la centrale nucléaire du Nord. De plus, des médias, tels que TV et radio, étaient mobilisés pour rappeler le «désordre sur le pont du fleuve Han» causé par une prétendue «attaque

des chars de l'Armée populaire contre le Sud» dans les années 1950, et faire du battage comme si des bombardiers porteurs de bombes nucléaires étaient prêts à franchir à tout moment la ligne de démarcation militaire. Evoquant le fait, la revue sud-coréenne *Mall* d'avril 1994 écrivait: «Sous le coup du scandale de la "menace nucléaire", la population est décontenancée.»

Depuis quelque temps, comme la RPDC reste inébranlable devant leurs tentatives d'isolement et d'étouffement, les Etats-Unis et la Corée du Sud s'adonnent à une politique d'«apaisement» machiavélique, d'une part, et, d'autre part, s'évertuent à préparer une guerre pour relever le «défi lancé par la Corée du Nord aux Etats-Unis dans les années 1950». Selon la radio *Voice of America* (le 13 janvier 1998), les Etats-Unis ont intensifié par tous les moyens, vers la fin des années 1990, leurs pressions militaires sur la RPDC, en alléguant: «C'est la Corée du Nord communiste qui a défié les Etats-Unis dans les années 1950, et c'est encore la Corée du Nord communiste qui présente le plus grand danger pour l'établissement d'un nouvel ordre international par les Etats-Unis… L'armée nord-coréenne est l'unique adversaire à pouvoir lancer des bombes nucléaires sur les Etats-Unis.»

Lorsqu'en août 1998 la RPDC a réussi à lancer le «Kwangmyongsong N° 1», satellite artificiel, les Etats-Unis et les pays dans leur sillage ont crié à la «menace par des missiles du Nord », qui n'est qu'une copie de la thèse de l'«attaque surprise contre le Sud» qu'ils avaient brandie pour déclencher la guerre du 25 juin: c'est pour aggraver la tension en Corée, isoler et étouffer la RPDC. En juin 1999, les Etats-Unis et la Corée du Sud ont mis en avant la «ligne limite septentrionale» sur la mer de l'Ouest de Corée et ont incité les forces navales sud-coréennes à déclencher sciemment l'«incident de la mer de l'Ouest». Plus tard, les exercices militaires se sont succédé en Corée du Sud, et les forces

d'occupation américaines et l'armée sud-coréenne ont augmenté à cette occasion, tout cela aggravant la tension. Et d'ignobles tentatives ont suivi pour rejeter la responsabilité de cet incident sur la RPDC. Un juge sud-coréen a dévoilé, par Internet, la vérité du conflit qu'il a qualifié de provocation aventurière et préméditée des forces navales sud-coréennes, si bien qu'il a fait l'objet d'une enquête.

Après l'«incident de la mer de l'Ouest», les manœuvres d'agression contre le Nord se sont aggravées sous prétexte de «menace militaire du Nord» et de «provocations imprévisibles». Alors que plus de 1 000 engins nucléaires installés au Sud visent le Nord, un plan dit «plan opérationnel 5027-98» a été mis au point, des mesures ont été prises pour engager d'urgence, en cas de guerre totale dans la péninsule coréenne, d'énormes effectifs militaires étasuniens et des forces des pays satellites, y compris le Japon. De plus, on y assiste à des exercices militaires conjoints sous diverses appellations et jusqu'à des exercices d'évacuation des familles des militaires américains en Corée du Sud. Et des menaces d'attaque sont proférées sans aucune hésitation.

A ces agissements militaires viennent s'ajouter les tentatives toujours plus amples pour «renverser l'histoire de la guerre de Corée», tentative ayant pour but final d'accroître l'efficacité de leurs pressions militaires.

Les Etats-Unis et la Corée du Sud ont projeté notamment, à l'occasion du 50e anniversaire du déclenchement de la guerre de Corée, d'amples travaux visant à falsifier l'histoire militaire, surtout celle de l'éclatement de la guerre de Corée, pendant les trois années qui suivraient juin 2000, au prix d'un énorme investissement et du recrutement d'un nombreux personnel.

La Corée du Sud, quant à elle, à l'instigation des Etats-Unis, a mis sur pied en 1998, un «comité préparatoire» et élaboré un budget prévoyant de grandes «festivités» où

participeraient des huiles américaines et sud-coréennes. Elle a tenté en 2000 d'organiser pour le «cinquantenaire» de la guerre de Corée, l'érection de «figures plastiques», la rédaction de l'«histoire de la guerre rééclaircie», des«cérémonies commémoratives» pour de nombreux GIs et mercenaires des pays satellites ayant participé à la guerre de Corée, un «dîner de bienvenue», le décernement de «médailles commémoratives», la visite du cimetière des «soldats de l'ONU», des «manifestations de rue», la «reproduction de l'opération de débarquement à Inchon», etc. Et même après la publication de la Déclaration commune Nord-Sud du 15 Juin, on a vu se dérouler des cérémonies commémoratives de batailles, dont la «cérémonie du cinquantenaire du débarquement à Inchon», l'«érection de statues» et l'«ouverture du musée».

CONCLUSION

Le complot ignoble et tenace des Etats-Unis et des forces à leur remorque visant à se dégager de la responsabilité de la guerre de Corée, il faut le mettre au grand jour. C'est pour déjouer leurs manœuvres d'agression et de guerre et faire régner la paix dans la péninsule coréenne et à travers le monde entier.

Les partisans de la justice sont invités à voir clair dans le complot étasunien et à le combattre sans transiger. Car il faut dénoncer le criminel de guerre qui mérite un jugement sévère de l'Histoire.